

en ligne de compte et nous, en tant que peuple, nous avons reconnu ces valeurs et jugé qu'elles valaient la peine d'être protégées et encouragées.

Nous devrions peut-être examiner ces valeurs en ce qui nous concerne. La toute première chose que nous devons comprendre c'est que le vieil adage qui dit que vous ne pouvez avoir le drap et l'argent est tout aussi vrai aujourd'hui qu'il l'était autrefois. Nous ne pouvons vendre à de riches étrangers nos belles, attrayantes et confortables institutions, ressources et industries en en retirant des bénéfices immédiats et espérer en même temps profiter des avantages à long terme que permet l'identité indépendante sur le plan national d'une nation indépendante dans ses opinions, dans sa culture et dans sa collectivité. Il nous faut absolument faire un choix à cet égard. Si nous devons rapidement manger notre gâteau, alors le ministre des Finances perd son temps lorsqu'il nous présente un bill tel que celui-ci, que nous devrions jeter par la fenêtre immédiatement.

Je crois que le Canada vaut encore la peine d'être conservé. Le Canada et les Canadiens ont un rôle à jouer sur ce globe. Cette année, j'ai eu l'occasion qui ne m'avait pas été offerte auparavant de mieux visiter d'autres pays à titre d'invité de deux gouvernements étrangers du Moyen-Orient, et j'ai été impressionné de constater l'estime que ces populations ont à l'égard du Canada et des Canadiens. Je dois avouer que j'ai cru parfois, dans une humeur irrévérencieuse, que ce sentiment de haute estime pouvait s'expliquer du fait que l'on ne nous connaît pas, parce que l'on n'entend guère parler du Canada dans les autres parties du globe, et il se peut que lorsqu'on nous connaît mieux, on aura moins d'estime pour nous. Mais nous pouvons être assurés que nous ne continuerons pas à jouir de cette estime si nous suivons la voie la plus facile et vendons parcelle par parcelle notre patrimoine et en dilapidons les recettes sans songer à l'avenir.

Je suis loin d'être convaincu que le bill du ministre va permettre d'atteindre le but fort louable qu'il a en vue. Lors de précédents débats à la Chambre, je lui ai donné à entendre qu'il aurait beaucoup de difficultés à en assurer le respect. J'ai l'impression que les ramifications complexes du capitalisme corporatif moderne à grande échelle vont rendre très difficile le traitement du problème de l'indépendance nationale par les moyens que le ministre préconise. Par exemple, je n'entrevois pas la possibilité d'un grand nombre d'administrateurs de compagnies derrière les barreaux, si attrayant que cette perspective puisse paraître. Je soupçonne qu'ils n'iront pas

derrière les barreaux et je doute fort qu'on leur impose même l'amende de \$5,000, mais, dans tous les cas, nous donnerons un «A» au ministre pour son bel effort, et nous allons l'encourager à continuer tel un Horatius se tenant sur le pont. Je suis bien disposé à me tenir à ses côtés, mais je me sauverai si on me lance de grosses pierres. Cependant, je lui donne un «A» pour son effort.

Il est possible, je crois, de prouver l'utilité des placements étrangers pour les entreprises de production, celles qui produisent des marchandises mais, à mon sens, les désavantages de ces investissements l'emportent sur les avantages. La propriété et la maîtrise de nos institutions financières doivent demeurer entre nos mains si nous voulons que le Canada conserve son indépendance. Si, au sein d'une économie moderne, ces leviers passent aux mains d'étrangers, c'en est fait des autres sources de pouvoir. J'ai l'impression que le ministre devra aller plus loin qu'il n'est disposé à le faire maintenant.

Je doute que la doctrine du laissez-faire soit acceptable dans un monde régi par l'automatisation et les sociétés géantes. A mon avis, cette théorie sera mise au rancart tout comme d'autres fruits de révélations divines l'ont été au cours de l'histoire, et le ministre devra prendre des mesures plus radicales et plus constructives que celles dont nous sommes saisis actuellement.

Ainsi, par exemple, il y a la Société canadienne de développement. Peut-être devrais-je emprunter un ton plus discret en présence des morts, en parlant de cette société, mais j'espère qu'elle n'est pas morte à tout jamais et que le ministre saura peut-être la ressusciter. J'espère qu'il trouvera les fonds nécessaires pour résoudre ce problème de la mainmise étrangère et qu'il pourra, par exemple, utiliser les fonds provenant du régime de pension du Canada. Devons-nous baisser la voix ici? Je n'en suis pas certain, mais une chose dont je suis presque sûr c'est que ce serait là une source grâce à laquelle on pourrait fournir un effort décisif pour faire des placements canadiens dans des institutions canadiennes, du genre de ceux qu'on a vus en Suède, où les fonds provenant du programme étendu de sécurité sociale constitue maintenant peut-être la principale source d'investissement au pays. A cet égard, il me semble absolument idiot de songer à verser aux provinces le produit des fonds de pension. J'aimerais pouvoir espérer qu'un jour viendra où nous remplacerons peut-être une partie importante de l'assurance privée par l'assurance publique,